

## Convention de mutualisation inter-Centre de gestion de la plateforme d'archivage électronique SESAM

### Entre les soussignés

*Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord (CdG59),*  
Représenté par son Président, Éric DURAND, dont le siège est situé 14 rue Jeanne Maillotte à  
Lille, en application de l'article 28 du décret n° 85-643 du 26 juin 1985 d'une part,

et

Ci-après dénommé l'Autorité d'archivage,

*Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale Nom du département*  
Représenté-e par son Président, Nom-Prénom, dont le siège est situé adresse,  
Habilité par délibération du Conseil d'administration en date du [DATE]

Ci-après dénommé-e l'Opérateur d'archivage,

### Vu

- le Code général de la fonction publique (CGFP), et notamment les articles L452-11 et 12 relatif à la mutualisation des services entre Centres de gestion et l'article L452-40 relatif au périmètre d'intervention des Centres de gestion ;
- le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment ses articles L.1421-1, L.1421-2, D.1421-1 et D.1421-2 ;
- le Code du patrimoine, et notamment :
  - les articles L.211-1 et suivants sur les archives publiques ;
  - les articles L. 212-6, L. 212-6-1 et L. 212-10 relatif à la responsabilité des collectivités territoriales et leurs groupements sur leurs archives sous le contrôle scientifique et technique (CST) de l'État ;
  - les articles L. 212-4 et R. 212-19 à 31 relatifs au dépôt d'archives publiques courantes et intermédiaires auprès de personnes physiques ou morales agréées ;
  - les articles R. 212-2 à 4 et R. 212-49 à 51 relatifs au CST de l'État sur les archives publiques ;
- l'article 1316-1 du Code civil reconnaissant l'écrit sous forme électronique comme preuve au même titre que l'écrit sur support papier ;
- le décret 2016-1673 du 5 décembre 2016 relatif à la fiabilité des copies numériques et pris en application par l'article 1379 du Code civil ;
- l'arrêté du ministre de la Culture en date du 19 septembre 2019 portant l'agrément du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires sur support numérique ;
- la délibération du Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale Nom du département en date [Date] ;
- la note d'information DGP/SIAF/2018/001 relative à la mutualisation et à l'externalisation de certaines fonctions dans le cadre de systèmes d'archivage électronique ;

## **Considérant**

Que les archives sont des outils indispensables au fonctionnement de l'administration territoriale, qu'elles permettent aux citoyens de faire valoir leurs droits et qu'elles constituent la mémoire des administrations et de ses usagers.

Que leur conservation pérenne et leur communication au public, quels que soient leur forme, leur support et leur date, sont une obligation pour les collectivités, leurs groupements et leurs établissements publics communaux et intercommunaux.

Que, dans le souci d'une bonne conservation des archives numériques des communes, des groupements de collectivités, des établissements publics communaux et intercommunaux et d'une mutualisation des moyens, le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord a décidé de mettre à disposition un système d'archivage électronique (SAE) dénommé Système électronique sécurisé d'archivage mutualisé (SESAM), lequel a fait l'objet d'un agrément par le ministère de la Culture.

Que ce dernier répondant aux exigences techniques et réglementaires en vigueur permet de collecter, conserver et communiquer les archives électroniques courantes et intermédiaires du Cdg [numéro de département].

Que le Cdg[numéro de département] propose aux collectivités de son département la mission facultative d'archivage en vertu de l'article 25 de la loi 1984-53 du 26 janvier 1984.

## **Sachant que**

- l'Autorité de contrôle est représentée par les Archives départementales Nom du département exerçant le contrôle scientifique et technique de l'État ;
- le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale Nom du département exerce le rôle d'Opérateur d'archivage fonctionnel. Il est en charge de fournir de manière opérationnelle certains services du SAE dans le cadre contractuel qui le lie à l'Autorité d'archivage par cette présente convention ;
- le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord, porteur de l'agrément, est à la fois :
  - o Autorité d'archivage. Son service Archives est responsable de la gestion fonctionnelle du SAE-SESAM ;
  - o Opérateur d'archivage technique. Son service Informatique est responsable de la maintenance opérationnelle du SAE-SESAM ;
- L'Autorité juridique est représentée par les collectivités et établissements Publics adhérents. Ils sont responsables de l'authenticité et la fiabilité des documents numériques ;
- Le transfert d'archives correspond au dépôt d'archives numériques dans le SAE.

## **Il est convenu ce qui suit**

### **- Article 1 – Objet**

La présente convention définit les modalités d'organisation de la coopération entre le Cdg59 et le Cdg[numéro de département] afin de lui permettre de bénéficier du système d'archivage électronique SESAM pour le compte des collectivités et établissements publics de son département.

Le Cdg59 en tant qu'Autorité d'archivage est habilité à prendre en charge uniquement les archives dites courantes et intermédiaires au sens de l'article R.212-10 et R.212-11 du Code du

patrimoine.

Le Cdg[numéro de département] en tant qu'Opérateur d'archivage  
l'assistance auprès des Autorités juridiques adhérentes de son département.

Envoyé en préfecture le 30/06/2023

Reçu en préfecture le 30/06/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20230627-2023\_30-DE



## - Article 2 – Modalité d'adhésion des collectivités territoriales et leurs établissements publics du département Nom du département

Les collectivités et établissements publics du département Nom du département souhaitant bénéficier du service mutualisé d'archivage électronique SESAM doivent signer la convention tripartite relative au dépôt et à la conservation sécurisée d'archives numériques électroniques avec les Centres de gestion du Nord et Nom du département. Cette dernière est annexée à la présente convention.

## - Article 3 – Comité de pilotage et clause de revoyure

Le Cdg59 réunira au moins une fois par an les présidents des Centres de gestion adhérents à une convention de mutualisation de la plateforme SESAM, ou leurs représentants. Ce comité de pilotage permettra de dresser un bilan annuel de la mutualisation et de proposer des évolutions.

Le comité examinera les comptes d'activités et les résultats de l'année écoulée. Ce comité rendra un avis consultatif obligatoire préalable à toute modification du montant des contributions forfaitaires décidée par le conseil d'administration du Centre de gestion du Nord.

## - Article 4 – Rôles et responsabilités

### ■ *Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord*

Les missions exercées par le Cdg59 se décomposent de la manière suivante :

#### **En tant qu'Autorité d'archivage :**

Le service Archives du Cdg59 s'engage notamment à assurer les missions suivantes :

- respecter les termes de la présente convention ;
- former l'Opérateur d'archivage fonctionnel pour la mise en œuvre de ses missions définies par la présente convention ;
- créer les comptes utilisateurs, les accords de versement, acteurs SEDA, profils d'archivage ;
- valider les versements effectués par les Autorités juridiques ;
- gérer la migration de format pour maintenir la lisibilité des documents déposés après accord de l'Autorité juridique ;
- effectuer l'élimination réglementaire des archives intermédiaires après transmission par l'Opérateur d'archivage fonctionnel d'une copie des bordereaux d'élimination visés par l'Autorité de contrôle ;
- suivre et valider les demandes de restitution.

L'Autorité d'archivage s'engage, en toutes circonstances, au respect du secret professionnel pour tout document qui ne peut être légalement communiqué au public.

#### **En tant qu'Opérateur d'archivage technique :**

Le service Informatique du Cdg59 assure la mise en œuvre technique du SAE conformément à sa politique de sécurité.

A ce titre, il communiquera au Cdg[Numéro de département] la politique de sécurité appliquée ainsi que toutes les évolutions techniques de la plateforme SESAM.

Il assure notamment auprès de l'Autorité juridique les missions suivantes :

- le stockage numérique sécurisé des documents et de leurs métadonnées ;
- la maintenance informatique et logicielle de l'infrastructure ;
- l'évolution des systèmes pour assurer la pérennité et l'intégrité des documents transférés et de leurs métadonnées ;
- la veille technologique et juridique ;
- la sécurité des accès, la disponibilité et la protection des données (migration des supports, sécurisation des accès, réplication des données sur un site distant, traçabilité des opérations) ;
- la réversibilité du dépôt des documents transférés ;
- la diffusion de toute information en cas d'incident détecté.

#### ■ **Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale** Nom du département

Le Cdg[Numéro de département], **en tant qu'Opérateur d'archivage fonctionnel**, exerce auprès des entités de son département les missions suivantes :

- respecter les termes de la présente convention de mutualisation ;
- assurer le suivi administratif (gestion des conventions, relation avec les collectivités...) ;
- gérer le recouvrement des contributions ;
- contrôler les versements effectués par les Autorités juridiques ;
- assister les entités de son département et notamment :
  - apporter l'expertise archivistique dans l'accompagnement et le suivi de la mise en œuvre de SESAM (formations, conseils ...) ;
  - assister techniquement les collectivités (conseils techniques...) ;
  - accompagner les utilisateurs habilités pour les communications administratives ;
  - conseiller les Autorités juridiques dans les opérations de communications à des tiers ;
- préparer et soumettre les bordereaux d'éliminations à l'Autorité juridique ; les transmettre, après validation de l'Autorité de Contrôle, à l'Autorité d'archivage ;
- transmettre à l'Autorité d'archivage l'accord des Autorités juridiques pour la réalisation d'opérations de migrations de formats ;

### - Article 5 – Modalités financières

La grille des contributions forfaitaires annuelles versées par les collectivités et établissements publics du département Nom du département ainsi que la part reversée au Cdg59 est adoptée par le Conseil d'administration du Cdg59 après avis consultatif obligatoire du comité de pilotage comme mentionné à l'article 3.

L'Autorité d'archivage s'engage à notifier à l'Opérateur d'archivage fonctionnel dans un délai d'un mois toute modification des contributions et de leur répartition adoptée par son conseil d'administration. L'Opérateur d'archivage fonctionnel disposera d'un mois pour informer les Autorités juridiques adhérentes de son département.

A compter de la notification, l'Opérateur d'archivage fonctionnel dispose d'un délai de 2 mois pour faire valoir une clause de sortie de la présente convention SAE-SESAM telle que définie à l'article 6.

Les contributions auprès des collectivités sont appelées en début d'exercice comptable et sont calculées au *pro rata temporis* pour une année incomplète par l'Opérateur d'archivage fonctionnel.

La part des contributions à reverser sera établie par le Cdg59 sur la base des contributions forfaitaires ayant été appelées par le Cdg[Numéro de département].

Une facture correspondante à cette part sera déposée semestriellement sur le portail Chorus Pro. Le virement sera à effectuer au Trésorier Principal de Lille municipale pour le Cdg59. Le recouvrement de la facture du deuxième semestre devra être réalisé avant le 31 décembre.

## - Article 6 – Durée et dénonciation de la convention

La présente convention est conclue sans limitation de durée et jusqu'à dénonciation de l'une des parties telle que définie au présent article. Elle pourra faire l'objet d'avenants.

Une dénonciation de la présente convention pourra être engagée par l'une ou l'autre partie.

### - Du fait de l'Opérateur d'archivage fonctionnel :

L'Opérateur d'archivage fonctionnel devra préalablement informer la direction des Archives départementales territorialement compétente ;

L'Opérateur d'archivage fonctionnel notifiera sa décision de dénoncer la présente convention par courrier recommandé avec accusé de réception au Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord. Il devra en informer la direction des Archives départementales territorialement compétente ;

Il devra également notifier à chaque collectivité et établissement public concerné la dénonciation de la convention tripartite telle que prévue à l'article 2.

Cette dénonciation ne pourra prendre effet qu'après extinction de toutes les conventions triparties signées avec les collectivités et établissements publics du département Nom du département.

### - Du fait de l'Autorité d'archivage :

L'Autorité d'archivage devra préalablement informer la direction des Archives départementales territorialement compétente ;

L'Autorité d'archivage notifiera sa décision de dénoncer la présente convention par courrier recommandé avec accusé de réception au Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale Nom du département.

Il devra également notifier à chaque collectivité et établissement public concerné la dénonciation de la convention tripartite telle que prévue à l'article 2.

Cette dénonciation ne pourra prendre effet qu'après extinction de toutes les conventions triparties signées avec les collectivités et établissements publics du département Nom du département.

L'Autorité d'archivage s'engage à accompagner l'Opérateur d'archivage fonctionnel dans la recherche de solutions alternatives à proposer aux collectivités et établissements publics adhérents en cas d'arrêt de la plateforme SESAM ou de perte de l'agrément du ministère de la Culture

## - Article 7 – Litige

Toute contestation née de l'exécution de la présente convention donnera lieu à une tentative de règlement à l'amiable entre le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord et le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale Nom du département.

A défaut d'accord à l'amiable, le litige sera porté devant le

Tribunal Administratif de Lille  
5 rue Geoffrey Saint-Hilaire  
59000 Lille.

Cette présente convention présente deux annexes :

1. La grille de répartition des contributions SESAM dans le cadre de la mutualisation entre Centre de gestion ;
2. La convention tripartite relative au dépôt et à la conservation sécurisée d'archives numériques dans le cadre de la mutualisation de la plateforme SESAM.

Fait en deux exemplaires.

À Lille, le .....

<p>Le Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale [Nom du département],</p> <p>Nom-Prénom</p>	<p>Le Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord,</p> <p>Éric DURAND Maire de Mouvaux</p>
---	--